

# L'INTERDOCTORALE

## Profession de foi

### Élections du Conseil scientifique • 6 novembre 2024

Notre liste réunit des doctorant·es de disciplines différentes, avec ou sans contrat, syndiqué·es et non syndiqué·es, partageant une plateforme commune pour la défense des droits et des conditions de travail des doctorant·es, un système public d'enseignement supérieur et de recherche de qualité avec les moyens humains et financiers à la hauteur de ses missions, une communauté universitaire inclusive et égalitaire ainsi qu'une recherche libre et émancipatrice. Nous souhaitons nous investir dans les instances de l'université, au sein desquelles les doctorant·es sont souvent oublié·es, alors que nous participons directement à l'enseignement et la vie de la recherche. Bien que consultatif, le conseil scientifique est un espace important au sein duquel nous avons une voix à faire entendre.

Si nous sommes élu·es, nous nous engageons à associer les doctorant·es qui le souhaitent à la préparation de ces conseils et fournir des comptes-rendus à l'issue de chaque réunion, par la mise en place d'une liste de diffusion mail.

#### **Lutter contre la précarité des doctorant·es**

En tant que doctorant·es, nous sommes des travailleur·ses de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR). Et pourtant, nous ne sommes pas toujours reconnu·es comme tel·les. Nous sommes exploité·es et souvent précarisé·es, soumis·es à des conditions de travail difficiles, des salaires insuffisants et, dans de nombreux cas, obligé·es de travailler gratuitement et sans contrat. Il est temps de reconnaître le travail essentiel des doctorant·es, sans distinction de statut. Nous devons agir pour faire entendre notre voix collective et défendre les droits des doctorant·es en tant que travailleur·ses. Les transformations récentes de la recherche en France, impulsées par des lois comme la loi LRU, la loi Fioraso et la loi de programmation de la recherche, ne cessent de dégrader nos conditions de travail. Les universités organisent désormais la précarité en multipliant les contrats à durée déterminée et insuffisamment rémunérés. Le recours massif aux vacataires précaires pour assurer les cours est devenu la règle. De plus, les doctorant·es sont souvent privé·es de bureaux, du matériel et des finances nécessaires à leurs travaux de recherche. Les conditions de réalisation de la thèse se durcissent avec des refus de réinscription et la multiplication des tâches annexes à la recherche. Le temps qui reste alors aux doctorant·es pour effectuer leurs recherches est ridicule. Ces dégradations rendent notre travail de recherche extrêmement difficile, dans un contexte de course effrénée aux postes, trop peu nombreux, où il faut ajouter à la recherche, publications, organisations d'événements scientifiques, enseignements et tâches administratives.

Les conditions dans lesquelles nous sommes contraint·es de travailler combinées à la précarité économique et sociale ainsi qu'à la pénurie de postes et de financements créent un climat de compétition accentuée et de conflits. En somme, une guerre de tou·tes contre tou·tes. Cela engendre des souffrances psychologiques, un isolement social, une profonde solitude et une forte aliénation qui ont des conséquences néfastes sur le bien-être, la santé mentale et l'équilibre vie professionnelle-vie personnelle des doctorant·es.

## **Lutter pour une recherche autonome au service de la connaissance et de l'émancipation**

Depuis une dizaine d'années, force est de constater que la recherche en France se voit de plus en plus directement assujettie aux intérêts du patronat. Les formations, la recherche et les politiques scientifiques des universités sont désormais subordonnées à la « morne contrainte » des impératifs de la rentabilité, de la productivité et de la marchandisation. La présence de « personnalités extérieures », issues de la direction d'entreprise ou des collectivités locales, au sein des instances universitaires qui définissent les orientations et politiques de formation et de recherche, en est emblématique à plus d'un titre. Nous refusons catégoriquement que la recherche se définisse en fonction de son potentiel de rentabilité. À l'inverse, nous défendons un système public d'enseignement supérieur et de recherche de qualité au sein duquel tous les membres de la communauté universitaire prennent part activement à la conception et à la mise en œuvre de politiques de formation et de recherche sans ingérence des représentant·es du CAC 40 et du gouvernement. En clair, nous revendiquons une recherche élaborée en toute autonomie et de manière démocratique par celles et ceux qui la mènent au quotidien et au service de l'élévation des consciences, de l'émancipation individuelle et collective et de la transformation de la société.

## **Lutter pour une communauté universitaire inclusive et égalitaire**

Il va sans dire que le monde de l'enseignement supérieur et de la recherche reproduit en son sein l'exploitation et les oppressions qui traversent la société dans laquelle nous vivons. Au quotidien, les doctorant·es comme les étudiant·es, les personnels et les enseignant·es chercheur·ses sont confronté·es à des propos et actes discriminatoires, voire à des violences, en raison de leur origine, de leur classe sociale, de leur identité de genre, de leur sexualité, de leur âge, de leur apparence physique, de leur situation de handicap, entre autres. Pour que notre communauté soit plus inclusive et plus égalitaire, la lutte contre toutes les formes de discrimination est essentielle [et les dispositifs de lutte contre celles-ci doivent être renforcés.

## **Nos revendications**

### **1. Une thèse dans de bonnes conditions :**

- Attribuer à tous les doctorants un ordinateur de travail : il est inadmissible que nous devions payer et fournir notre propre outil de travail pour faire nos recherches et préparer nos cours !
- Que chaque doctorant·e dispose d'un poste de travail qui soit le sien ;
- Flécher et augmenter le budget permettant aux universités de faire signer des contrats doctoraux ;
- Imposer aux entreprises bénéficiant des crédits impôt recherche de financer des contrats CIFRE ;
- Former les contractuel·les, ATER et vacataires à la construction d'un enseignement.

### **2. Lutter contre la précarité en thèse :**

- Allonger la durée de financement des thèses si nécessaire ;
- Augmenter de 4 000 par an le nombre de contrats doctoraux ;
- Inscrire automatiquement les doctorant·es dans les établissements de recherche pour une durée minimum de trois ans renouvelable ;
- Contractualiser les doctorant·es vacataires ;
- Sanctuariser un budget pour la mobilité des doctorant·es.

### 3. Valoriser le doctorat dans la société et dans l'ESR :

- Instaurer des temps d'information et d'accompagnement sur le doctorat dès l'inscription en première année de master ;
- Renforcer la transparence des critères d'attribution des contrats doctoraux, de validation de thèses ainsi que le recrutement des doctorant·es ;
- Rendre uniquement les formations de langues ou d'outils techniques obligatoires.

### 4. Améliorer l'insertion professionnelle :

- Reconnaître le doctorat dans les conventions collectives et dans les grilles de salaire de la fonction publique ;
- Mettre en place un plan pluriannuel de recrutement de chercheur·ses et de personnels scientifiques pour répondre aux besoins de la recherche publique ;
- Augmenter le nombre de postes de titulaires ;
- Mettre fin aux contrats précaires pour les jeunes chercheur·ses ;
- Créer des voies d'accès spécifiques à la haute fonction publique pour les docteur·es.

Enfin, au sein du conseil scientifique, nous souhaitons porter la question des partenariats passés entre notre université et les entreprises privées ou les universités étrangères. À l'heure où nos travaux sont encadrés par des comités éthiques, nous aimerions que ceux-ci ne se limitent pas à nos méthodologies de recherche : souhaitons-nous voir des partenariats avec l'industrie de l'armement ou des banques investissant pour verdir leur image (comme BNP et sa « School of Positiv Impact ») se multiplier, pour ne prendre que cet exemple ? Comment comprendre que nous conservions des liens avec des institutions dans des pays qui piétinent les droits humains, commettent des génocides ? Comment expliquer le deux poids deux mesures qui est fait entre les universités russes et les universités israéliennes (Tel Aviv University, Technion Israël Institute of Technology, IDC Herzliya) ? Quelques jours après l'invasion russe, nombre d'universités cessaient les partenariats avec les universités de ce pays. Comment comprendre qu'aujourd'hui, nous travaillons encore avec des universités israéliennes, alors que le génocide en Palestine se poursuit et que le Liban est touché ?

# L'INTERDOCTORALE

## Statement of beliefs

Conseil scientifique elections • November 6, 2024

Our list brings together doctoral students from different disciplines, with or without contracts, unionized and non-unionized, sharing a common platform for defending the rights and working conditions of doctoral students, a high quality public service for research and higher education with adequate human and financial resources for its missions and an inclusive and egalitarian community. We wish to invest ourselves in university bodies, where doctoral students are often forgotten, even though we directly participate in teaching and research life. Although consultative, the scientific council is an important space where we have a voice to be heard.

If elected, we commit to involving interested doctoral students in preparing for these councils and providing reports after each meeting through the establishment of an email distribution list.

### **Fighting against the precarity of doctoral students**

As doctoral students, we are workers in higher education and research (ESR). Yet, we are not always recognized as such. We are exploited and often precarized, subjected to difficult working conditions, insufficient salaries, and in many cases, forced to work for free and without contracts. It's time to recognize the essential work of doctoral students, regardless of status. We must act to make our collective voice heard and defend the rights of doctoral students as workers. Recent transformations in French research, driven by laws like the LRU law, the Fioraso law, and the research programming law, continue to degrade our working conditions. Universities now organize precarity by multiplying fixed-term and underpaid contracts. The massive use of precarious temporary staff to teach courses has become the norm. Moreover, doctoral students are often deprived of offices, equipment, and finances necessary for their research work. Thesis completion conditions are becoming harsher with refusals of re-enrollment and the multiplication of tasks unrelated to research. The time left for doctoral students to conduct their research is insufficient. These degradations make our research work extremely difficult, in a context of frantic race for positions, which are too few, where research, publications, organization of scientific events, teaching, and administrative tasks must be added.

The conditions in which we are forced to work, combined with economic and social precarity as well as the shortage of positions and funding, create a climate of competition and conflicts. In short, a war of all against all. This generates psychological suffering, social isolation, profound loneliness, and strong alienation that have harmful consequences on the well-being, mental health, and work-life balance of doctoral students.

## **Fighting for autonomous research at the service of knowledge and emancipation**

Over the past decade, it's been clear that research in France is increasingly directly subjected to the interests of the industry. University training, research, and scientific policies are now subordinated to the constraint of profitability, productivity, and commodification imperatives. The presence of external personalities, from business management or local authorities, within university bodies that define training and research orientations and policies, shows the role industry has taken in the university. We categorically refuse that research could be defined according to its profitability potential. On the contrary, we defend a quality public higher education and research system in which all university members actively participate in the design and implementation of training and research policies without interference from CAC 40 representatives and the government. In short, we demand research developed autonomously and democratically by those who conduct it daily, serving the elevation of consciousness, individual and collective emancipation, and societal transformation.

## **Fighting for an inclusive and egalitarian university community**

It goes without saying that the world of higher education and research reproduces within itself the exploitation and oppressions that permeate the society in which we live. On a daily basis, doctoral students, like students, staff, and teacher-researchers, face discriminatory remarks and acts, even violence, due to their origin, social class, gender identity, sexuality, age, physical appearance, disability status, among others. For our community to be more inclusive and egalitarian, the fight against all forms of discrimination is essential and the mechanisms to fight them must be strengthened.

## **Our demands**

### **1. A thesis under good working conditions:**

- Allocate a computer to all doctoral students: it's unacceptable that we have to pay for and provide our own work tool for our research and course preparation!
- Ensure each doctoral student has their own workstation;
- Earmark and increase the budget allowing universities to sign doctoral contracts;
- Require companies benefiting from research tax credits to fund CIFRE contracts;
- Train contract workers, ATERs, and temporary staff in course construction.

### **2. Fighting against precarity in thesis:**

- Extend the duration of thesis funding if necessary;
- Increase the number of doctoral contracts by 4,000 per year;
- Automatically enroll doctoral students in research institutions for a minimum renewable period of three years;
- Contract temporary doctoral students;
- Safeguard a budget for doctoral student mobility.

### **3. Valuing the doctorate in society and in ESR:**

- Establish information and support times on the doctorate from the first year of master's enrollment;
- Strengthen transparency in the criteria for awarding doctoral contracts, thesis validation, and doctoral student recruitment;
- Make only language or technical tool training mandatory.

#### 4. Improving professional integration:

- Recognize the doctorate in collective agreements and public service salary scales;
- Implement a multi-year recruitment plan for researchers and scientific staff to meet public research needs;
- Increase the number of permanent positions;
- End precarious contracts for young researchers;
- Create specific access routes to senior civil service for doctors.

Finally, within the scientific council, we wish to raise the question of partnerships between our university and private companies or foreign universities. At a time when our work is framed by ethics committees, we would like these not to be limited to our research methodologies: do we wish to participate in the greenwashing of the military industry or banks (like BNP, Thalès) multiply? How can we understand that we maintain links with institutions in countries that disrespect human rights, and commit genocides? How to explain the double standard that is made between Russian universities and Israeli universities ? A few days after the Russian invasion, many universities ceased partnerships with universities in that country. How can we understand that today, we are still working with Israeli universities (Tel Aviv University, Technion Israel Institute of Technology, IDC Herzliya), while the genocide in Palestine continues and Lebanon is affected?